



Communiqué de presse du 6 février 2017

Sixième suicide infirmier : combien leur faut-il de morts pour mettre fin à la maltraitance institutionnelle ?

Après cinq suicides de confrères l'été dernier, liés aux conditions de travail et aux restructurations sauvages de certaines directions d'établissements, un infirmier s'est déféstré à l'HEGP.

Toutes nos condoléances pour ses proches. Au-delà de ce cas individuel, notre syndicat ne peut que faire le lien avec la souffrance au travail qui découle du **plan de désorganisation du temps de travail imposé par la Direction Générale de l'AP-HP en septembre dernier**, malgré une mobilisation du personnel pendant 18 mois. L'alternance imposée 15 jours du matin suivis de 15 jours d'après-midi, ne peut que se faire aux dépens de la vie privée. De même que la réduction du temps de chevauchement entre les équipes (12 mn pour 30 patients) perturbe les transmissions et augmente le risque d'erreurs de soins.

Pour Thierry Amouroux, le Secrétaire Général du Syndicat National des Professionnels Infirmiers SNPI CFE-CGC, **"les conditions de travail se dégradent un peu partout. La pression devient trop rude sur des professionnels que l'on pousse à bout** (rappels sur repos, polyvalence imposée, perte de sens, sous-effectif, pression à l'activité). **Ces réorganisations sont en rupture avec les valeurs soignantes, et débouchent sur une maltraitance des soignants et la mise en danger des patients."**

"Entre **injonctions paradoxales** (augmenter l'activité avec moins d'agents), recherche d'une rentabilité immédiate, **rationalisation des flux de patients en GHM** (Groupe homogène de malades), et standardisation des procédures de soins, les professionnels de santé sont en **grande souffrance**." Selon Thierry Amouroux, « Cette **maltraitance institutionnelle** se développe sur une grande échelle, mais les directions adoptent la politique de l'autruche face aux difficultés psychiques de leurs salariés, ou font illusion en mettant en œuvre des plans de prévention cosmétiques sans prise sur le réel. »

Notre syndicat a dénoncé cette situation le 20.10.16 devant la « **Mission d'information sur l'épuisement professionnel de l'Assemblée Nationale** » et le 01.02.17 au Sénat lors de la « **Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers** ». Car c'est le vote de l'ONDAM dans la loi de financement de la Sécurité Sociale qui entraîne les plans d'économies dans les hôpitaux. Et le plan de Marissol Touraine de 30 millions sur 3 ans, alors que l'on doit faire trois nouveaux milliards d'économies (un rapport d'1 à 100 !) est juste une action de communication. Les politiques doivent faire le lien avec les suicides des soignants, et la hausse de la mortalité des patients (+ 7%) et des erreurs de soins (+48% en 4 ans), car on nous pousse à l'erreur avec de telles conditions de travail.